

La forêt ne fait pas que séquestrer le carbone

CLIMAT Le, ou plutôt, les rôles de la forêt sur les effets du réchauffement climatique étaient au centre de la session de la Chambre régionale de l'agriculture, jeudi

VALÉRIE DEYMES
v.deymes@sudouest.fr

Une fois n'est pas coutume, c'est de forêt dont on a parlé jeudi, depuis Limoges, en marge de la traditionnelle session de la Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle-Aquitaine. Une manière pour celle-ci et le Centre régional de la propriété forestière (CRPF) de donner aux préoccupations liées à la forêt une dimension réellement régionale, dépassant les spécificités départementales des massifs.

L'occasion de rappeler quelques chiffres néo-aquitains. La forêt sur la Région, ce sont 2,8 millions d'hectares constitués à 92 % de propriétés privées (18 % de la superficie forestière nationale), avec 60 % de feuillus et 40 % de résineux et une récolte de 10 millions de m³ composée de 70 % de résineux et de 30 % de feuillus. Une filière bois forêt qui génère 50 000 emplois, 10 milliards de chiffre d'affaires (en 2017) et, contrairement au niveau national, a une balance commerciale excédentaire de 250 millions d'euros en grande partie due à l'industrie du papier. Voilà pour le décor, même si le mot « décor » n'est pas le plus approprié. Car la forêt n'est pas figée et, surtout, elle est l'un des éléments majeurs de lutte contre le réchauffement climatique.

Et c'est de cette dimension dont il a été question, jeudi, alors que les

gilets jaunes manifestaient contre la hausse des taxes sur le carburant. La forêt comme réservoir de carbone, mais aussi comme facteur de substitution carbone. Explications avec Simon Martel, ingénieur forestier au CRPF. « La forêt et les sols ont un rôle de séquestration du CO₂. Une séquestration évaluée sur la Nouvelle-Aquitaine à 22 millions de tonnes de CO₂/an quand le volume d'émission des gaz à effet de serre est estimé sur la région à 52 millions de tonnes de CO₂/an. Le produit bois, par ailleurs, a la capacité de prolonger cet effet de captation. L'utilisation du bois d'œuvre dans la construction, à la place du béton ou de l'aluminium, a un effet de substitution très important, de l'ordre de 10 millions de tonnes de CO₂/an. »

Mobilisation tous azimuts

La stratégie pour améliorer le bilan carbone de la forêt est donc de produire du bois d'œuvre générant des stocks de carbone élevés et des effets de substitution matériaux supérieurs aux effets de substitution énergie. La Chambre régionale d'agriculture et le CRPF ont intégré ces dimensions dans le programme régional de la forêt et du bois (PRFB), érigé pour dix ans, avec un objectif prioritaire : augmenter le volume de bois mobilisés à horizon 2027 de 2,3 millions de m³ et ce, en tablant sur une gestion durable et organisée de la forêt, sur l'investissement



Utilisé dans la construction, le bois d'œuvre a un effet de substitution du carbone non négligeable. PHOTO ARCHIVES N. LE LIÈVRE

dans la filière, la compétitivité des entreprises, et en remplaçant la forêt au cœur des enjeux des territoires.

Jeudi, depuis le cœur du massif de douglas limousin, on a donc rappelé le rôle que la forêt peut, et doit, jouer dans la limitation des effets du réchauffement climatique. D'autant que les prévisions en la matière à horizon 2100 sont peu

réjouissantes. « Nous travaillons sur des modélisations du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). La plus optimiste part sur l'hypothèse d'un réchauffement de 1,5 à 2 °C. La plus pessimiste de 5 à 8 °C. C'est vers cette dernière que nous nous dirigeons si rien n'est fait... », ajoute Simon Martel.

Investissons, mot d'ordre capital du Crédit agricole

RÉGION Le capital investissement était au centre d'un rendez-vous associant entreprises et banque verte régionale

Elles sont venues de toute la région Nouvelle-Aquitaine. Douze entreprises, de toutes tailles, ont témoigné, jeudi, à Bordeaux, de l'impact positif, et généralement déterminant, d'une intervention, en capital, en fonds propres ou en fonds de roulement, d'une des sept caisses du Crédit agricole (Aquitaine, Charente-Maritime-Deux-Sèvres, Pyrénées Gascogne, Charente-Périgord Centre Ouest, Centre France). Elles coorganisaient, c'est une première, le rendez-vous baptisé « Investissons ».

C'est ainsi qu'en présence d'Alain Roussel, président d'une Région Nouvelle-Aquitaine, elle-même, très



Sur scène, entrepreneurs et dirigeants du Crédit agricole. PHOTO G. B.

impliquée dans le développement économique, et face à une salle comble, des dirigeants ont joué le jeu des questions-réponses ou de

l'exposé de 5 minutes pour évoquer les moments clés de leur aventure entrepreneuriale. Des dirigeants qui, pour certains comme

Vincent Merling, PDG des Cafés Merling, également président du Stade Rochelais ou encore Dominique Coutière, PDG de Gascogne, ont des prises de parole plutôt rares.

« Démystifier et démythifier »

« Mais c'est pour la bonne cause », glissait Vincent Merling au moment de souligner l'importance, dans le succès de sa société (500 salariés, 60 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel) des deux augmentations de capital réalisées en 2007 et en 2012. « En témoignant, nous démythifions et démythifions le capital investissement. Bien maîtrisée, l'opération ne signifie pas perte d'autonomie ou de capacité décisionnelle ! ».

Quels que soient leurs projets, comme le sauvetage et le retournement économique d'un grand groupe papeter pour Dominique Coutière et le Groupe Gascogne, la

croissance externe avec Sorégie (Poitiers), l'investissement pour Beauty Success (Périgueux), Biarritz Thalasso Resort (Biarritz) ou Sauthon Industrie (Guéret), la conquête commerciale du Temps des Cerises (Estillac (47)), d'IQSpot (Bordeaux), Demeter Énergie (Mauzé-sur-le-Mignon (79)) ou Danse Azur (Verneuil-sur-Vienne (87)) et enfin l'innovation comme pour UV Germi (Saint-Viance (19)), CITF (Saint-Cybardeaux (16)), tous les intervenants s'accordaient sur le fait que le capital investissement leur a donné les moyens de réussir.

« Des moyens financiers qui ont permis le développement de l'emploi local, le maintien de centres de décision en région », soulignait Jack Bouin, directeur général de Crédit agricole d'Aquitaine. « Nous investissons pour durer, c'est ce qui nous oppose à beaucoup de fonds d'investissement », concluait ce dernier.